

18 novembre 1962, Québec

Congrès des journalistes de langue française

En 1960, mon premier discours après l'élection s'était aussi adressé aux journalistes. En effet, j'avais été, le 20 août, le conférencier invité à la réunion des hebdomadaires à la Malbaie. Le premier événement d'un mandat que le peuple de notre province vient de renouveler, c'est ce rendez-vous d'aujourd'hui avec la presse. Est-ce le fruit du hasard? Peut-être, mais alors il est heureux, car il correspond étroitement aux impératifs de la gratitude et aux vœux de l'amitié.

Entendons-nous bien. À aucun moment de la lutte électorale qui vient de se terminer vous avez eu le désir ni l'impression d'être au service d'un parti politique. Vous avez exercé librement votre profession d'informateurs et de communicateurs, sans autre but que celui de servir, au meilleur de votre connaissance, cette grande réalité qui s'appelle le bien commun. Je vous en félicite et l'on ne m'en voudra certainement pas d'ajouter que je me réjouis du fait qu'au cours des dernières semaines il ait été évident que la conception que la majorité d'entre vous vous faisiez du bien commun et celle que nous nous en faisons nous-mêmes aient été substantiellement les mêmes.

Conscient de l'importance vitale de la liberté de la presse, une liberté retrouvée que vous défendez maintenant avec ferveur, je me sens à l'aise pour vous remercier de l'immense effort d'information que vous avez fait au cours de l'élection qui s'est terminée il y a quelques jours. Quantitativement et qualitativement vous avez couvert la campagne électorale de la façon la plus brillante et la plus objective qui soit. Nous n'allons certes pas nous livrer aujourd'hui à un « post-mortem » des dernières élections. Cependant, il y a des constatations qu'il convient de mettre en lumière, à la fois parce qu'elles sont à l'honneur de la presse du Québec aussi, je l'affirme sans fausse modestie – à l'honneur du pouvoir que le peuple du Québec vient de consacrer.

Par leur origine commune, vous disais-je; il y a deux ans, la presse et le pouvoir sont des frères siamois, engendrés tous les deux dans les flancs de l'opinion publique. Par leur fonction différente, ils ont souvent l'occasion – et ils ont parfois le devoir – de s'affronter en frères ennemis. Par leur but et par leur idéal, ils se réconcilient au point de s'identifier, dans la mesure où la presse et le pouvoir sont tous deux intégralement fidèles au bien de la communauté, qui est leur poursuite conjointe aussi bien que leur seule raison d'être.

Ce sont ces alternances d'unité et de divergence, ces jeux d'opposition ou de collaboration, qui constituent la substance des relations entre la presse et le pouvoir et qu'on ne peut définir qu'en référant aux thèmes éternels de la liberté.

Confrontons cette théorie avec la pratique, comparons ces formules idéalistes à la réalité et aux faits que nous avons pu observer depuis deux ans et plus concrètement encore au cours de la dernière campagne électorale.

Mesdames, messieurs, la presse de chez nous a été libre, agissante et efficace devant un pouvoir qui a respecté sa liberté. L'un et l'autre sont demeurés distincts dans leur ordre et

séparés dans leur fonction. Tous les deux ont conjugué leurs efforts au point de les identifier, parce que la presse comme le pouvoir étaient intégralement au service de la communauté.

Un incident révélateur illustre, à lui seul, jusqu'à quel point l'appui spontané que vous avez accordé au pouvoir était un jaillissement de votre liberté.

Après que l'Union Nationale eut repoussé diverses formules pour procéder au choix des journalistes qui devaient participer au débat télévisé ouvert aux chefs de partis, il fut proposé que chacun des camps désignerait lui-même trois journalistes.

Or, Messieurs, quand il s'est agi pour nous de trouver trois journalistes qui représenteraient directement le Parti libéral, la chose fut impossible. Tous ceux qui ont été pressentis ont tenu à affirmer leur indépendance. Tous ces journalistes, dont la plupart soutenaient jusqu'à la passion le thème principal de la campagne électorale, refusaient d'engager une responsabilité qui ne soit point exclusivement personnelle, par loyauté envers la liberté de la presse. Voués à une cause, à un idéal, ils refusaient de se lier à un parti politique.

Eh bien, Messieurs, n'allez pas penser que j'ai cru que nous n'avions plus d'amis parmi les journalistes: Bien au contraire, je me suis réjoui aussi, permettez-moi de le souligner que, sous un gouvernement libéral la presse puisse être le critique objectif du pouvoir et jamais son esclave. Je ne suis surtout réjoui de constater que la liberté de la presse a refléuri dans le Québec et que les journalistes eux-mêmes entendent s'en faire les défenseurs. Je vous en félicite et je compte sur votre vigilance constante pour que cette liberté, qui est en somme la gardienne de toutes les autres, ne soit plus jamais menacée dans notre province.

Il y a exactement deux ans, presque jour pour jour, je vous entretenais, ici même, des relations de la presse et du pouvoir. Il y a deux ans, également, votre union me présentait un mémoire sur tout un ensemble de considérations, de requêtes et de vœux relatifs à la profession du journalisme.

Nous avons posé des prémisses: Quelles conclusions pouvons-nous tirer aujourd'hui? Quelles ont été, depuis, les relations de la presse et du pouvoir? Quel chemin ont parcouru les projets que vous suggérait votre idéal professionnel. Un congrès comme celui-ci est l'occasion de faire le point, d'examiner le travail accompli et d'inventorier le travail qui reste. Reprenant le mémoire que vous m'aviez présenté, il y a deux ans, j'ai fait, moi aussi cet examen de conscience. Et, mes amis, je dois vous dire que je m'en suis tiré avec le ferme propos ... de recommencer. Sur les sept propositions majeures relatives à votre profession, six sont déjà réalisées ou en voie de réalisation.

Il y a une explication à ce succès: vos recommandations avaient en vue, certes, le bien de votre corps professionnel; mais elles visaient, par-delà ces légitimes préoccupations particulières, le bien commun de notre société. Vous réclamiez la coordination et la diffusion des informations fournies à la presse par les divers ministères et organismes gouvernementaux. Un effort fructueux a été fait dans ce sens, principalement par la réorganisation des services d'information dans les ministères, grâce à un personnel puisé largement dans les rangs du journalisme. Mais dans ce domaine, il y a des limites qu'il ne faut point dépasser: un gouvernement doit mettre à la disposition du public les moyens de

se renseigner, mais il doit se garder de mettre sur pied une machine de propagande. À cet égard, les vues du gouvernement actuel coïncident exactement avec celles de votre profession.

Vous souhaitiez les indispensables instruments de travail que sont les publications statistiques. Vous savez quelles réformes nous avons apportées à l'Annuaire statistique, ainsi qu'à la diffusion périodique des bulletins qui enregistrent, presque au jour le jour, le rythme de notre vie économique et sociale.

Vous aviez recommandé un rôle spécifiquement journalistique à l'Office de la linguistique. Encore là, les débuts sont prometteurs et vous avez commencé à recevoir les bulletins dont vous pouvez vous servir pour faire rayonner chez notre peuple la correction de notre langue.

Vous espériez aussi l'institution d'un Journal officiel des débats au Parlement provincial: nous nous sommes appliqués à rencontrer vos vœux et ceux de la population, malgré bien des difficultés techniques à surmonter, et je crois bien qu'à la prochaine session nous aurons le journal des débats.

Votre union, soucieuse de l'avancement moral et matériel de ses membres et du progrès de la profession, a voulu que l'État contribue à des bourses d'études et de perfectionnement. Depuis votre requête, nous voyons avec plaisir que trois des vôtres vont, chaque année, bénéficier d'un stage à Strasbourg, et c'est la somme de votre expérience professionnelle qui s'en trouve collectivement enrichie.

Depuis deux ans, les relations de la presse et du pouvoir dans notre province ont donc été ce qu'elles doivent être: une collaboration dans la liberté, la poursuite en commun du bien de la communauté.

Journalistes, continuez d'éclairer ces vies parfois si difficiles, et nous pourrons encore célébrer en commun, comme aujourd'hui, l'honneur du devoir accompli, du travail bien fait, en même temps que les promesses d'avenir.